

Avant-propos du rapport annuel sur la politique de concurrence 2024

par Teresa Ribera, vice-présidente exécutive et commissaire à la concurrence

Je suis heureuse d'apporter pour la première fois ma contribution, par cet avant-propos, au rapport sur la politique de concurrence. Cet exercice annuel est l'occasion de dresser le bilan et de réfléchir, en particulier au début d'un nouveau mandat.

Nous faisons face à un défi: celui d'élaborer des politiques à une ère de profonde incertitude et de grande volatilité. Le monde que nous connaissons semble changer de plus en plus chaque jour. Dans le même temps, la guerre d'agression illégale menée par la Russie contre l'Ukraine est entrée dans sa quatrième année. Elle a de fortes répercussions sur l'UE, notamment en raison de l'instrumentalisation de l'approvisionnement en énergie. Dans ce contexte, nous devons nous attaquer d'urgence à la crise climatique et à ses conséquences, améliorer notre compétitivité et renforcer impérativement notre résilience.

Il faut à cet effet faire preuve de détermination pour bâtir une économie à l'épreuve du temps qui soit décarbonée, résiliente et juste, et qui crée des emplois de qualité. Bâtir une Europe qui soit un moteur de la prospérité pour ses citoyens et ses entreprises et qui soit compétitive sur la scène mondiale.

L'UE est prête à relever ce défi. La Commission européenne a présenté la boussole pour la compétitivité, une initiative majeure qui prévoit un cadre stratégique pour guider ses futurs travaux. Le pacte pour une industrie propre fait partie intégrante de la mise en œuvre de cette boussole. Il s'agit d'un plan ambitieux pour l'Europe visant à combler l'écart en matière d'innovation, à exploiter pleinement la décarbonation et la circularité pour stimuler la croissance, à réduire les dépendances excessives et à renforcer la résilience. Ce plan s'appuie sur les forces de l'Europe, accélérant la transition vers une économie durable, concurrentielle et inclusive, tout en veillant à ce que l'évolution technologique renforce la compétitivité de nos industries.

La politique de concurrence et sa mise en œuvre contribuent à la réalisation de ces objectifs. Tout en nous adaptant aux réalités du marché, nous devons défendre avec fermeté nos principes fondamentaux que sont l'équité, l'ouverture et l'efficacité. Ce faisant, la politique de concurrence et sa mise en œuvre continueront de contribuer à un avenir meilleur pour l'UE et ses citoyens pendant de nombreuses années.

De plus, comme c'est toujours le cas, pour aller de l'avant, nous nous appuyons sur le travail déjà accompli.

Sous l'impulsion de la vice-présidente exécutive Margrethe Vestager, la Commission a accompli beaucoup de choses en 2024. Cette année a été marquée par de grandes réalisations en ce qui concerne les projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC). Nous avons autorisé le premier PIIEC visant à soutenir la recherche, l'innovation et le premier déploiement industriel dans le domaine des produits de soins de santé, ainsi que des processus de production innovants dans le domaine des médicaments. Nous avons en outre autorisé deux PIIEC, respectivement pour les infrastructures d'hydrogène et pour la mobilité de l'hydrogène. Ces projets novateurs permettront de réaliser des progrès majeurs dans ces domaines de recherche et auront des retombées positives pour l'ensemble de l'UE.

RAC 2024 – AVANT-PROPOS FINAL – 1.4.2025

Des pans importants de l'encadrement temporaire de crise et de transition ont été progressivement abandonnés au cours de l'année 2024, étant donné que bon nombre des effets directs et indirects des actes de la Russie se sont atténués et que l'économie de l'UE a fait preuve de résilience face aux chocs subis. La Commission a tout de même adopté 127 décisions en matière d'aides d'État autorisant des mesures nationales notifiées par 24 États membres, notamment au titre des sections transitoires de l'encadrement.

La Commission a également été productive en 2024 en ce qui concerne les pratiques anticoncurrentielles et les ententes, domaines dans lesquels elle a adopté dix décisions. Nos décisions en matière de pratiques anticoncurrentielles ont porté sur des affaires marquantes comme *Mondelez*, *Vifor pharma*, *Teva Copaxone*, *Apple App Store Practices*, *Apple Pay* et *Meta Facebook Marketplace*.

L'année 2024 a également été chargée en ce qui concerne le contrôle des concentrations. Le nombre de concentrations notifiées est resté élevé, et nous avons adopté 398 décisions en la matière, dont 351 simplifiées. Huit acquisitions ont été autorisées moyennant le respect d'engagements, et il n'y a eu aucune interdiction en 2024.

Nous avons accompli des progrès significatifs dans la mise en œuvre du règlement sur les marchés numériques (DMA) en 2024. Les six premiers contrôleurs d'accès désignés ont présenté leurs rapports concernant le respect des obligations au titre du DMA en mars 2024, ce qui a déclenché l'ouverture formelle d'enquêtes pour non-respect de ces obligations concernant *Alphabet*, *Apple* et *Meta*. Plus tard dans l'année, nous avons ouvert deux procédures pour non-respect des obligations contre *Apple* et une contre *Meta*. De plus, nous avons désigné *Apple* comme contrôleur d'accès pour son système d'exploitation *iPadOS* utilisé dans les *iPads*, et *Booking* comme contrôleur d'accès pour son service d'intermédiation en ligne *Booking.com*.

En 2024, nous avons pris des mesures importantes pour faire appliquer le règlement relatif aux subventions étrangères (RSE), qui protège le marché unique face aux subventions étrangères accordées par des pays tiers. Dans le courant de l'année, nous avons reçu 102 notifications de concentrations et autorisé un projet de concentration moyennant le respect d'engagements. Enfin, dans le cadre d'un examen préliminaire dans le domaine des équipements de sécurité pour les aéroports et les ports, nous avons effectué nos premières inspections inopinées en vertu du RSE.

Tous ces travaux ont été menés parallèlement à la poursuite des efforts visant à évaluer et à mettre à jour les règles de concurrence, à rationaliser nos procédures et à réduire la charge réglementaire pesant sur les entreprises.

Nous continuerons sur cette voie en 2025 et tout au long du présent mandat. L'Europe définit son nouveau modèle économique et sociétal sur la base de l'état de droit et est désireuse de défendre la concurrence en tant qu'élément essentiel de la construction d'un marché unique propre, juste et concurrentiel.